Politique de confidentialité
MCEN

La MCEN s'engage à protéger la vie privée de ses adhérents et, plus généralement, de tout visiteur naviguant sur le site Internet MCEN, conformément aux lois et règlements en vigueur, et notamment à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (« Loi Informatique et Libertés »), ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (« RGPD »).

La MCEN accorde une importance particulière à la protection des données personnelles communiquées sur le site https://www.mcen.fr/ par les visiteurs ainsi que par les adhérents et futurs adhérents.

Les données sont collectées et traitées de manière licite, loyale et transparente, uniquement pour des finalités déterminées et légitimes.

Nous informons chaque personne dont les données sont collectées, de façon claire et accessible :

- des finalités du traitement et de sa base légale ;
- de la durée de conservation des données ;
- de l'identité du responsable du traitement ;
- des éventuels destinataires des données ;
- des droits dont elle dispose (accès, rectification, suppression, opposition, limitation, portabilité) ainsi que de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente.

La MCEN met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles adaptées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données, et d'en empêcher tout accès non autorisé.

Applicable à compter du **3 mars 2026.**

1.QUI EST LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES

Le responsable de traitement des Données à caractère personnel recueillies sur le site https://www.mcen.fr/ et décrite dans cette politique est la MUTUELLE DES CLERCS ET EMPLOYES NOTAIRE, mutuelle dont le numéro SIRET est 784 338 618 et dont le siège social est situé 22 rue l'Arcade, 75008 PARIS (ci-après MCEN).

Le Délégué à la protection des données (DPO) est Mme Valérie TENNEGUIN et l'adresse email dédiée aux données personnelles est la suivante : dpo@mcen.fr.

2. QUELLES SONT LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES, SUR QUELLE BASE ET POUR QUELLE DURÉE ?

La MCEN n'utilise les données que pour des finalités précises, ne les traite que sur le fondement de bases légales pertinentes et dans le respect des obligations légales.

Dans le cadre de ses activités, la MCEN collecte et traite des données personnelles concernant des catégories distinctes soumises à des régimes juridiques différenciés :

- Le notaire (professionnel libéral indépendant qu'il soit dirigeant ou non d'une étude) : il est la personne habilitée à initier une demande de souscription sur le site de la MCEN. En tant que professionnel, ses données professionnelles (nom, prénom, email, téléphone, fonction) peuvent être traitées par la MCEN sur la base de l'intérêt légitime pour la gestion contractuelle et la prospection commerciale, l'offre de la MCEN étant directement liée à son activité professionnelle. Il peut s'opposer à tout moment à toute prospection commerciale.

- Le gestionnaire dûment habilité : il est un salarié de l'étude ou un professionnel qui s'est vu reconnaître le pouvoir d'agir pour le compte du notaire dans certains actes de gestion. Dans le cadre de sa mission, il est la personne qui peut initier des demandes de souscription sur le site de la MCEN et/ou la personne qui peut conseiller le notaire dans le choix de ce type de contrat. Aussi, ses données professionnelles (nom, prénom, email, téléphone, fonction) peuvent être traitées par la MCEN sur la base de l'intérêt légitime pour la gestion contractuelle et la prospection commerciale, l'offre de la MCEN étant directement liée aux pouvoirs/missions qui lui ont été attribués. Il peut s'opposer à tout moment à toute prospection commerciale.

- Le dirigeant ou le gestionnaire des organismes assimilés aux études notariales : Il s'agit de la personne qui a la charge de la gestion des contrats de l'organisme et notamment des contrats relatifs à la mutuelle. Dans le cadre de sa mission, cette personne peut initier des demandes de souscription sur le site de la MCEN et/ou est la personne qui peut conseiller le dirigeant de l'organisme dans le choix de ce type de contrat. Aussi, ses données professionnelles (nom, prénom, email, téléphone, fonction) peuvent être traitées par la MCEN sur la base de l'intérêt légitime pour la gestion contractuelle et la prospection commerciale, l'offre de la MCEN étant directement liée aux pouvoirs/missions qui lui ont été attribués. Cette personne peut s'opposer à tout moment à toute prospection commerciale.

- L'assuré salarié de l'étude adhérente ou tout assuré personne physique : il s'agit du salarié de l'étude adhérente ou d'une personne physique individuelle qui souscrit un contrat individuel à des fins non professionnelles. Cette personne ne sera jamais prospectée commercialement par la MCEN en l'absence de son consentement explicite, recueilli via une case à cocher dédiée lors de la saisie de ses coordonnées sur le site. Ce consentement est librement révocable à tout moment.

Pour les études notariales ou les organismes assimilés, qui sont des personnes morales ou assimilées, ils ne sont pas directement concernés par le RGPD.

Traitement	Finalités	Catégories de données	Bases légales	Durées de conservation
Gestion des contrats, conclusion des contrats	Ces données permettent la souscription aux services de la MCEN et donc finaliser la signature électronique du contrat (avec envoi de SMS pour la signature électronique). Elles permettent de vérifier la cohérence des informations communiquées avec la pièce d'identité avant la conclusion du contrat, de suivre la relation commerciale et permettre l'échange, gérer le compte lié au contrat ou suivre le prospect.	Pour le correspondant (personne qui demande la souscription) : • Nom • Prénom • Fonction • E-mail • Téléphone Pour le signataire du contrat : • Nom • Prénom • Fonction • E-mail • Téléphone • Carte d'identité recto/verso ou autre pièce d'identité	Traitement nécessaire à l'exécution du contrat ou à des mesures précontractuelles : le traitement est nécessaire pour permettre la souscription au contrat avec la MCEN, de le signer et à la MCEN de rendre ses services à l'adhérent. Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : l'intérêt légitime de la MCEN à développer son activité et à promouvoir ses garanties auprès de personnes ayant exprimé un intérêt. Traitement nécessaire au respect d'une obligation légale : En tant qu'organisme d'assurance, la MCEN est soumise aux obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme doit s'assurer de l'identité de son client.	Durée du contrat + délais légaux de prescription sauf disposition légale contraire. 2 ans à compter de la dernière activité si le contrat n'est pas conclu.
Gestion des contrats de surcomplémentaires santé	Ces données servent à permettre aux adhérents, déjà clients, de souscrire à une complémentaire supplémentaire auprès de la MCEN et donc finaliser la signature électronique du contrat, vérifier la cohérence des informations avec la pièce d'identité communiquée, suivre la relation commerciale et permettre l'échange, gérer le compte lié au contrat ou suivre le prospect.	• Nom • Prénom • Numéro de sécurité sociale • Fonction • E-mail • Téléphone • Bulletin d'adhésion comprenant Nom, prénom, numéro de téléphone, date de naissance, adresse, email, mandat de prélèvement • Carte d'identité recto/verso ou autre pièce d'identité • RIB	Traitement nécessaire à l'exécution du contrat ou à des mesures précontractuelles : le traitement est nécessaire pour permettre de souscrire à la surcomplémentaire et à la MCEN de rendre ses services à l'adhérent. Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : l'intérêt légitime de la MCEN à développer son activité et à promouvoir cette surcomplémentaire auprès de personnes ayant exprimé un intérêt. Traitement nécessaire au respect d'une obligation légale : En tant qu'organisme d'assurance, la MCEN est soumise aux obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme doit s'assurer de l'identité de son client.	Durée du contrat + + délais légaux de prescription sauf disposition légale contraire. 2 ans à compter de la dernière activité si le contrat de surcomplémentaire n'est pas conclu.

Traitement	Finalités	Catégories de données	Bases légales	Durées de conservation
Gestion des contacts en ligne, des appels directs ou des demandes de prises de rendez-vous	Ces données sont utilisées pour traiter les demandes de contact, gérer les rendez-vous, assurer la gestion commerciale, répondre aux questions des visiteurs, assurer le suivi des échanges précontractuels, informer sur les services, communiquer des offres, permettre la communication avec les correspondants de l'entreprise ou de l'étude, gérer les documents éventuellement transmis dans le cadre de ces échanges.	• Civilité • Nom • E-mail • Message • Fichier • Téléphone	Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : l'intérêt légitime de la MCEN à assurer le suivi des demandes reçues, organiser les échanges avec les interlocuteurs concernés et développer son activité auprès de personnes ayant manifesté un intérêt pour ses services, améliorer sa relation clientèle et la gestion commerciale. Traitement nécessaire à l'exécution de mesures précontractuelles : le traitement est nécessaire pour répondre aux demandes adressées à la MCEN, gérer efficacement les demandes de rendez-vous notamment téléphoniques, fournir les informations sollicitées et, le cas échéant, initier un processus de souscription.	3 ans à compter du dernier contact
Gestion des abonnements à la newsletter	Ces données sont utilisées pour envoyer des informations institutionnelles, actualités, offres de la MCEN, et des informations de prévention santé et d'aide à la gestion	• E-mail • Statut	Consentement : consentement préalable pour le salarié, l'assuré individuel ou le visiteur, qu'il peut retirer à tout moment. Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : L'intérêt légitime de la MCEN à adresser sa newsletter au notaire, au gestionnaire dûment habilité, au dirigeant ou au gestionnaire de l'organisme assimilé est fondé sur sa qualité de professionnel ou sur sa mission. Il est directement concerné par les offres de la MCEN, et sur la collecte de son email dans un contexte professionnel. Il peut se désabonner à tout moment.	Jusqu'au retrait du consentement ou 3 ans après le dernier contact

Traitement	Finalités	Catégories de données	Bases légales	Durées de conservation
Organisation et gestion des événements	Ces données sont utilisées pour la gestion des inscriptions à des événements présentiels ou digitaux de la MCEN, l'organisation logistique, l'envoi d'informations liées à l'événement.	• Nom • Prénom • E-mail • Téléphone	Traitement nécessaire à l'exécution du contrat : lorsque l'événement est payant ou limité. Consentement : consentement préalable du visiteur non professionnel qui souhaite participer à l'Événement. Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : l'intérêt légitime de la MCEN de maintenir une relation commerciale, inviter les études notariales, les organismes assimilés, les notaires, le gestionnaire dûment habilité, le dirigeant ou le gestionnaire de l'organisme assimilé ou tout professionnel à des événements notamment informatifs, promouvoir ses services pour développer et fidéliser la clientèle.	Durée de l'événement + 3 ans à compter du dernier contact
Prospection commerciale	Les données personnelles collectées notamment lors de vos prises de contact avec la MCEN, de vos liens contractuels avec la MCEN. Elles permettent la promotion des services de la MCEN, le développement de l'activité de la MCEN, la présentation de nouveaux services ou de services complémentaires, réaliser des opérations de fidélisation.	• Nom, • Prénom, • E-mail • Téléphone • Courrier	Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : l'intérêt légitime de la MCEN de prospecter auprès de contacts professionnels, des études adhérentes, des notaires dirigeants, des notaires, des gestionnaires dûment habilités pour répondre à des besoins marketing, développer et fidéliser la clientèle. L'intérêt légitime de proposer à ses clients des offres analogues à celles déjà souscrites pour fidéliser sa clientèle sous réserve qu'ils puissent s'y opposer. Consentement : consentement préalable, librement donné et révocable à tout moment pour le salarié de l'étude adhérente, l'assuré individuel, pour le visiteur du Site non adhérent et non professionnel**.**	2 ans à compter du dernier contact ou jusqu'au retrait du consentement
Mesure d'audience, et sécurité du site	Ces données permettent d'analyser la fréquentation et l'utilisation du site, d'améliorer son fonctionnement et sa sécurité, de détecter d'éventuels dysfonctionnements ou tentatives d'accès frauduleux, et de réaliser des statistiques anonymisées.	Données de navigation anonymisées collectées via Matomo : nombre de visites, pages vues, durée des sessions. L'adresse IP est tronquée avant tout enregistrement. Aucun cookie persistant n'est déposé.	Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la MCEN : assurer la sécurité, la stabilité et le bon fonctionnement technique du site ; analyser et améliorer l'expérience utilisateur.	25 mois, puis suppression automatique.

3. QUELS SONT LES DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE PAR LE TRAITEMENT ET COMMENT LES EXERCER ?

Conformément au Règlement général sur la protection des données et à la Loi Informatique et Libertés, toute personne dont les données personnelles sont traitées par la MCEN dispose des droits suivants, dans les conditions et limites prévues par la réglementation applicable :

- Droit d'accès : la personne concernée peut obtenir confirmation que les données la concernant sont traitées par la MCEN et en recevoir communication, ainsi que toute information relative aux finalités, catégories de données, destinataires et durées de conservation.

- Droit de rectification : la personne concernée peut faire corriger ou compléter des données inexactes ou incomplètes.

- Droit à l'effacement : la personne concernée peut obtenir la suppression de ses données lorsque celles-ci ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou lorsque la loi le permet.

- Droit à la limitation du traitement : la personne concernée peut obtenir le gel temporaire de l'utilisation de certaines données dans les cas prévus par le RGPD ;

- Droit d'opposition : la personne concernée peut s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement fondé sur l'intérêt légitime de la MCEN, ainsi qu'à toute prospection commerciale.

- Droit à la portabilité : la personne concernée peut recevoir les données qu'elle a fournies à la MCEN dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, lorsque le traitement est fondé sur le consentement ou l'exécution d'un contrat et réalisé par des procédés automatisés. Ce droit ne s'applique pas aux traitements fondés sur l'intérêt légitime.

- Droit de retirer son consentement à tout moment lorsque le traitement repose sur cette base légale, sans que ce retrait n'affecte la licéité des traitements effectués antérieurement.

L'exercice de certains droits peut, lorsque les données sont nécessaires à l'exécution du contrat ou au respect d'une obligation légale, limiter ou rendre impossible l'accès à tout ou partie des services proposés. Ainsi, la MCEN doit légalement conserver certaines données relatives à votre mutuelle pour démontrer qu'elle a rempli ses obligations légales. La personne concernée ne peut donc demander la suppression de toutes les données personnelles collectées la concernant.

Modalités d'exercice des droits

Toute demande d'exercice de droits doit être adressée à la MCEN par voie électronique à l'adresse email suivante : dpo@mcen.fr ou par courrier à : MCEN - 22 rue l'Arcade, 75008 PARIS.

Afin de garantir la confidentialité et la sécurité des données, la MCEN pourra demander toute information complémentaire nécessaire à la vérification de l'identité du demandeur. La demande devra préciser les nom, prénom et coordonnées permettant d'identifier le dossier concerné.

La MCEN répond dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande. Ce délai peut être prolongé de deux (2) mois supplémentaires en cas de demande complexe ou d'un nombre important de demandes, la personne concernée en étant informée.

Par ailleurs, les signalements d'appels illégaux se font désormais via SignalConso, service de la DGCCRF. SignalConso est une plateforme publique française permettant aux consommateurs de signaler un problème avec un professionnel — en magasin ou en ligne — et d'obtenir information ou assistance sur leurs droits : https://signal.conso.gouv.fr/fr

En cas de contestation, la personne concernée peut saisir la CNIL.

4. QUI SONT LES DESTINATAIRES DE TRAITEMENT ?

La MCEN ne vendra pas les données de ses adhérents ou des visiteurs. Elle sera le destinataire principal des données communiquées et traitées qu'elle communiquera aux employés dans le cadre de ses attributions et conformément aux finalités décrites.

Les données sont également susceptibles d'être communiquées aux prestataires d'hébergement, aux fournisseurs de services, sous-traitants (fournisseur CRM par exemple) et partenaires de la MCEN chargés de l'exécution des services. Aussi, ces derniers peuvent être amenés à traiter les données pour le compte de la MCEN :

- Brevo
- Pipedrive
- Livestorm
- Calendly (voir section 5 pour les transferts hors UE)

Cette liste est susceptible d'évoluer à tout moment.

La MCEN veille à ce que ces tiers présentent les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin que le traitement réponde aux exigences de la réglementation applicable, les politiques de confidentialité de ses partenaires sont accessibles sur les sites de chaque prestataire.

5. OÙ SONT HÉBERGÉES LES DONNÉES ?

Les données personnelles traitées par la MCEN sont hébergées principalement sur des infrastructures situées en France ou dans un État membre de l'Union européenne.

Lorsque la MCEN recourt à des prestataires ou sous-traitants techniques, la plupart traitent les données uniquement au sein de l'Union européenne et dans le respect des exigences du Règlement général sur la protection des données.

Transfert hors Union européenne — Calendly : La MCEN utilise l'outil Calendly pour la prise de rendez-vous en ligne. Calendly est un prestataire américain dont les serveurs sont susceptibles d'être situés aux États-Unis. Ce transfert de données hors de l'Union européenne est encadré par les garanties suivantes :

- Calendly est soumis aux Clauses Contractuelles Types (CCT) approuvées par la Commission européenne, qui constituent une garantie appropriée au sens de l'article 46 du RGPD ;
- Calendly est certifié Data Privacy Framework (DPF), le mécanisme de transfert UE-États-Unis reconnu adéquat par la Commission européenne le 10 juillet 2023, qui remplace le Privacy Shield invalidé ;

Les données collectées via Calendly se limitent aux informations nécessaires à la prise de rendez-vous : nom, prénom, adresse email et, le cas échéant, numéro de téléphone. Elles sont conservées conformément à la politique de confidentialité de Calendly, accessible à l'adresse : https://calendly.com/privacy

6. QUELLES SONT LES MESURES DE SÉCURITÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL ?

La MCEN s'engage à assurer la sécurité des données en mettant en place des mesures de protections techniques physiques, électroniques et administratives proportionnées aux risques encourus et conformes à la réglementation applicable.

La MCEN ne saurait être responsable des risques liés au fonctionnement du réseau internet de l'adhérent ou du visiteur. Il leur appartient de s'assurer de la mise en place de moyens sécurisant son réseau internet.

7. DONNÉES DE NAVIGATION ET MESURE D'AUDIENCE

La MCEN n'utilise sur son site mcen.fr n'utilise aucun cookie publicitaire ou de traçage à des fins commerciales.

Le site utilise l'outil Matomo en mode anonymisé pour mesurer son audience. Conformément aux recommandations de la CNIL, ce dispositif est configuré de sorte que : l'adresse IP est tronquée avant tout enregistrement ; aucun cookie persistant n'est déposé sur le terminal du visiteur ; les données (nombre de visites, pages vues, durée des sessions) sont hébergées exclusivement sur les serveurs de la MCEN et ne sont transmises à aucun tiers. Ce traitement est fondé sur l'intérêt légitime de la MCEN et est exempté de consentement préalable conformément aux lignes directrices de la CNIL.

8. MISE À JOUR DE LA POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

La MCEN se réserve le droit de procéder à la mise à jour de la présente Politique de Confidentialité à tout moment et sans préavis.

Tout changement de la présente Politique de Confidentialité sera posté sur le site internet. Dans le cas de changements importants, la MCEN en avertira les adhérents ou les visiteurs et sollicitera leur consentement si cela est nécessaire et impacte la finalité de la collecte des données.

Lors de l'utilisation du site Internet, l'adhérent ou le visiteur est tenu de se référer régulièrement à la dernière Politique de Confidentialité applicable.

9. LOI APPLICABLE ET RÉCLAMATION

La loi applicable à la présente Politique de Confidentialité est la loi française.

Dans le cas où l'Utilisateur ou le Membre ne serait pas satisfait des réponses de la MCEN à ses réclamations ou considérerait que le Traitement des Données est contraire à la loi, il peut contacter la Commission Nationale de l'Information et des Libertés (CNIL) https://www.cnil.fr/fr/saisir-la-cnil/nous-contacter